Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 137

UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Sabato, 3 giugno 1967 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro. Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 aprile 1967, n. **332.**

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo tra l'Italia e l'Algeria relativo ai trasporti aerei, concluso a Roma il 3 giugno 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo tra l'Italia e l'Algeria relativo ai servizi aerei, concluso a Roma il 3 giugno 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità a quanto stabilito nell'articolo 23 dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 aprile 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — PRETI — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Accordo tra l'Italia e l'Algeria relativo ai trasporti aerei
Roma, 3 giugno 1965

ACCORD ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE RELATIF AU TRANSPORT AÉRIEN

Le Gouvernement de la République Algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République italienne, désireux de favoriser le développement des transports aériens entre l'Algérie et l'Italie et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, la coopération internationale dans ce domaine, en s'inspirant notamment des principes et des dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre les droits et les avantages spécifiés au présent Accord, en vue de l'établissement des relations aériennes civiles internationales énumérées à l'Annexe ci-jointe.

Titre I

DÉFINITION

Article 2

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe:

a) le mot « territoire » s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale;

b) l'expression « Autorités Aéronautiques » signifie, en ce qui concerne l'Algérie la « Direction des Transports, Sous-Direction de l'Aviation Civile » et en ce qui concerne l'Italie le « Ministero dei Trasporti e dell'Aviazione Civile - Ispettorato Generale dell'Aviazione Civile » ou dans les deux cas toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par les organismes précités;

c) l'expression « entreprise désignée » s'entend une entreprise de transport aérien désignée par son Gouvernement respectif, pour exploiter les services agréés.

Titre II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3

Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire s'appliquent aux aéronefs de l'autre Partie Contractante.

Les équipages, les passagers et les expéditeurs de marchandises sont tenus de se conformer, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant pour leur compte et en leur nom, aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des équipages, passagers et marchandises, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, à l'immigration, à l'émigration, aux passeports, aux formalités de congé, aux douanes, à la santé et au régime des devises.

Article 4

Les certificats de navigabilité des aéronefs et les licences et qualifications délivrés ou validés par une Partie Contractante, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante pour autant qu'ils soient en état de validité. Toutefois, chaque Partie Contractante se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables, aux fins d'usage dans les limites de son territoire et de son espace, les licences et qualifications délivrées à ses ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un Etat tiers.

Article 5

Les aéronefs utilisés par l'entreprise désignée d'une Partie Contractante dans les services agréés sont admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante en exemption des droits de douane, frais d'inspection et autres droits similaires.

Les carburants, les lubrifiants, les provisions de bord, les pièces de rechange et les dotations en équipements normaux de bord introduits sur le territoire d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des aéronefs de l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante, utilisés dans l'exploitation des services agréés, sont exemptés des droits de douane, frais d'inspection et autres droits similaires, avec observation des formalités douanières appliquées normalement dans le susdit territoire.

Les carburants, les lubrifiants, les provisions de bord, les pièces de rechange et les dotations en équipements normaux de bord existant à bord des aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des dits aéronefs utilisés dans l'exploitation des services agréés, sont admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante en exemption des droits de douane, frais d'inspection et autres droits similaires, même si les matériels susindiqués sont consommés ou utilisés par les mêmes aéronefs au cours de vols au-dessus du dit territoire.

Les carburants, les lubrifiants, les provisions de bord, les pièces de rechange et les dotations en équipements normaux de bord, pris à bord des aéronefs de l'entreprise désignée d'une Partie Contractante pour l'usage exclusif des dits aéronefs utilisés dans l'exploitation des services agréés, sur le territoire de l'autre Partie Contractante son exemptés des droits de douane, frais d'inspection et autres droits similaires, sous la condition que les règlements douaniers du dit territoire soient observés.

Les carburants, les lubrifiants, les provisions de bord, les pièces de rechange et les dotations en équipements normaux de bord qui, sur la base des dispositions des paragraphes précédents, sont exemptés des droits de douane, frais d'inspection et autres droits similaires, ne peuvent être débarqués qu'après autorisation des autorités douanières de l'autre Partie Contractante.

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être employés ou consommés, il doivent être réexportés. En attendant leur utilisation ou leur réexportation ils doivent être placés sous la surveillance des autorités douanières de l'autre Partie Contractante.

Article 6

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser à l'entreprise désignée par l'autre Partie Contractante l'autorisation d'exploitation ou de révoquer une telle autorisation, lorsque pour des motifs fondés, elle estime ne pas avoir la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de l'autre Partie Contractante ou de nationaux de cette dernière ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements visés à l'article 3 ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Accord.

Titre III

TRANSIT DES SERVICES AÉRIENS INTERNATIONAUX

Article 7

1. Chaque Partie Contractante accorde aux aéronefs de l'entreprise de transport de l'autre Partie Contractante assurant un service aérien international:

a) le droit de traverser son territoire sans y atterrir. Il est entendu que ce droit ne s'étend pas aux zones dont le survol est interdit et qu'il devra, dans tous les cas, s'exercer conformément à la réglementation en vigueur dans le pays dont le territoire est survolé;

b) le droit d'atterrir sur son territoire pour des raisons non commerciales, sous la réserve que l'atterrissage ait lieu sur un aéroport ouvert au trafic international.

2. Pour l'application du paragraphe 1 ci-dessus, chaque Partie Contractante désignera les routes à suivre sur son territoire par les aéronefs de l'autre Partie Contractante ainsi que les aéroports pouvant être utilisés.

Titre IV

SERVICES AGRÉÉS

Article 8

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire accorde au Gouvernement de la République Italienne et réciproquement le Gouvernement de la République Italienne accorde au Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire le droit de faire exploiter, per les entreprises de transport aérien désignées, les services agréés spécifiés aux tableaux de routes figurant à l'Annexe du présent Accord.

Article 9

Les services agréés seront exploités par une entreprise de transport aérien désignée par chacune des Parties Contractantes pour exploiter la ou les routes spécifiées.

Chacune des deux Parties Contractantes aura le droit, sur préavis à l'autre Partie Contractante, de substituer une entreprise nationale à l'entreprise respectivement désignée pour exploiter les dits services agréés. La nouvelle entreprise désignée bénéficiera des mêmes droits et sera tenue aux mêmes obligations que l'entreprise à laquelle elle a été substituée.

Article 10

L'exploitation des services agréés par l'entreprise désignée reste toutefois subordonnée à l'octroi par la Partie Contractante qui accorde les droits d'une autorisation d'exploitation.

Il est entendu que cette autorisation d'exploitation sera accordée, dans le plus court délai possible, à l'entreprise intéressée, sous réserve des dispositions des articles 6 et 11 du présent Accord.

Article 11

Les entreprises désignées seront, le cas échéant, tenues de fournir aux Autorités Aéronautiques de la Partie Contractante qui concède les droits la preuve qu'elles se trouvent en mesure de satisfaire aux exigènces prescrites par les lois et règlements de la dite Partie Contractante relatifs au fonctionnement des entreprises commerciales de transport aérien.

Article 12

Les services agréés pourront être exploités immédiatement ou à une date ultérieure, au gré de la Partie Contractante à laquelle les droits sont accordés.

Article 13

L'entreprise désignée par chacune des deux Parties Contractantes sera assurée d'un traitement juste et équitable, afin de bénéficier de possibilités égales pour l'exploitation des services agréés.

Les entreprises désignées devront, sur les parcours communs, prendre en considération leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter leurs services respectifs.

Article 14

L'entreprise de transport aérien désignée par l'une des Parties Contractantes conformément au présent Accord bénéficiera, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, du droit de débarquer et embarquer, en trafic international, des passagers, du courrier et des marchandises, aux escales et sur les routes énumérées à l'Annexe ci-jointe, et dans les conditions précisées aux articles suivants.

Article 15

1. Les services agréés exploités par les entreprises désignées par les deux Parties Contractantes devront répondre aux exigences du public en ce qui concerne le transport aérien sur les routes spécifiées; leur but principal sera d'assurer, suivant un coefficient d'utilisation raisonnable, une capacité suffisante aux exigences courantes et raisonnablement prévisibles pour le transport des passagers, des marchandises et du courrier, entre le territoire de la Partie Contractante qui a désigné l'entreprise et le territoire de destination.

2. Le transport des passagers, des marchandises et du courrier embarqués et debarqués à des points dans le territoire des Pays tiers, sur les itinéraires spécifiés, sera assuré en tenant compte du principe général que la capacité doit être adaptée:

a) aux exigences du trafic entre les Pays d'origine et les Pays de destination,

b) aux exigences des services long courrier,

c) aux exigences des Pays traversés, compte tenu des intérêts d'autres entreprises appartenant aux dits Pays.

3. Avant la mise en exploitation des services agréés, ainsi qu'avant chaque variation de capacité offerte, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'accorderont sur l'application, aux services réalisés par les entreprises désignées, des principes énoncés aux alinéas précédents.

4. A la demande des Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes, les Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante présenteront des rapports statistiques périodiques ou autres, permettant la vérification de la capacité fournie et de la quantité de trafic réalisée sur les services agréés par les entreprises désignées.

Article 16

Les Parties Contractantes se consulteront aussi souvent qu'elles jugeront nécessaire en vue d'examiner les conditions dans lesquelles sont appliquées les dispositions du présent Titre de l'Accord par les entreprises désignées et de s'assurer que leurs intérêts ne sont pas lésés.

Il sera tenu compte, au cours de ces consultations, des statistiques du trafic effectué, statistiques qu'elles échangeront régulièrement entre elles.

Article 17

1. La fixation des tarifs devra être faite à des taux raisonnables, compte tenu, notamment, de l'économie d'exploitation, des caractéristiques présentées par chaque service et des tarifs proposés par les autres entreprises qui exploitent toute ou partie de la même route.

2. Les tarifs appliqués au trafic embarqué ou débarqué à l'une des escales de la route ne pourront être inférieurs à ceux pratiqués par les entreprises de la Partie Contractante qui exploite les services locaux ou régionaux sur le secteur de route correspondant.

3. La fixation des tarifs à appliquer sur les services agrées desservant les routes enumérées à l'Annexe du présent Accord sera faite, dans la mesure du possible, par accord entre les entreprises désignées.

Ces entreprises procéderont:

a) soit par entente directe, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de Pays tiers qui exploiteraient toute ou partie des mêmes parcours;

b) soit en appliquant les résolutions qui auront pu être adoptées par l'Association du Transport Aérien International (I.A.T.A.).

4. Les tarifs ainsi fixés devront être soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques de chaque Partie Contractante au minimum trente jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur, se délai pouvant être réduit dans des cas spéciaux sous réserve de l'accord de ces Autorités.

5. Si les entreprises de transport aérien désignées ne parvenaient pas à convenir de la fixation d'un tarif conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus ou si l'une des Parties Contractantes faisait connaître son désaccord sur le tarif qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 4 précédent, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceraient d'aboutir à un règlement satisfaisant.

A défaut d'accord, il sera fait recours à l'arbitrage prévu à l'article 21 du présent Accord.

Tant que la sentence arbitrale n'aura pas été rendue, la Partie Contractante qui aura fait connaître son désaccord aura le droit d'exiger de l'autre Partie Contractante le maintien des tarifs antérieurement en vigueur.

Article 18

A partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes devront se communiquer, dans le meilleur délai possible, les informations concernant les autorisations données aux entreprises désignées pour exploiter les services agréés.

Ces informations comporteront, notamment, la copie des autorisations accordées, de leurs modifications éventuelles ainsi que de tous documents annexés.

Les entreprises désignées communiqueront aux Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, trente jours au moins avant la mise en exploitation de leurs services respectifs, les horaires, les fréquences et les types d'appareils qui seront utilisés. Elles devront également se communiquer toutes modifications éventuelles ultérieures.

TITRE V

Interprétation - Revision - Dénonciation - Litiges

Article 19

Chaque Partie Contractante pourra, à tout instant, demander une consultation entre les Autorités compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

Cette consultation commencera au plus tard dans les quarante-cinq jours à compter du jour de réception de la demande.

Les modifications qu'il aurait été décidé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

Article 20

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord.

Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée, d'un commun accord, avant la fin de cette période.

Au cas où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, la dite notification sera tenue pour reçue quinze jours après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

Article 21

1. Au cas où un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord n'aurait pu être réglé conformément aux dispositions de l'Article 19, soit entre les Autorités Aéronautiques, soit entre les Gouvernements des Parties Contractantes, il sera soumis sur l'initiative d'une Partie Contractante à un tribunal arbitral.

2. Ce tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre. Ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme Président.

Si, dans un délai de deux mois à dater du jour où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige les deux arbitres n'ont pas été désignés ou si, dans le cours du mois suivant, les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un Président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.

3. Le tribunal arbitral décide, s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

5. Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra, aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou révoquer les droits ou privilèges qu'elle avait accordés, en vertu du présent Accord, à la Partie Contractante en défaut.

6. Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du Président désigné.

TITRE VI

Dispositions finales

Article 22

Le présent Accord et son Annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, pour y être enregistrés.

Article 23

Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle les deux Parties Contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles quei leur sont propres.

Fait à Rome le 3 Juin 1965 en double exemplaire, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Algérienne
Démocratique et Populaire
IBNOU ZEKRI MOHAMED

Pour le Gouvernement
de la République Italienne
FELICE SANTINI

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

ROUTES ALGÉRIENNES

Points en Algérie-Rome-Belgrade et vice-versa sans droit de trafic entre Rome et Belgrade.

ROUTES ITALIENNES

Points en Italie-Alger-Casablanca et vice-versa sans droit de trafic entre Alger et Casablanca.

Note: Il est entendu que les entreprises designées ont la faculté d'omission d'escales sur les services agréés.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. 333.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia della SS. Vergine del Suffragio, nel comune di Boscoreale (Napoli).

N. 333. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Nola in data 27 settembre 1965, integrato con dichiarazione del 7 febbraio 1966, relativo alla erezione della Parrocchia della SS. Vergine del Suffragio, in contrada Marra del comune di Boscoreale (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211 *foglio n.* 52. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. 334.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di S. Domenico, in Noci (Bari).

N. 334. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di S. Domenico, in Noci (Bari).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 53. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. 335.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di S. Andrea, in Candela (Foggia).

N. 335. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Ascoli Satriano in data 15 febbraio 1966, integrato con dichiarazione di pari data, relativo alla erezione della Parrocchia di S. Andrea, in Candela (Foggia).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 54. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 aprile 1967, n. 336.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della Parrocchia di S. Michele Arcangelo con quella di S. Marco Evangelista, in Morcone (Benevento).

N. 336. Decreto del Presidente della Repubblica 12 aprile 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Benevento in data 1° aprile 1966, relativo alla unione temporanea « æque principalis » della Parrocchia di S. Michele Arcangelo con quella di S. Marco Evangelista, in Morcone (Benevento).

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *maggio* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 55. — GRECO

DECRETO MINISTERIALE 10 maggio 1967.

Dichiarazione di esecutività della mappa contemplante una prima parte delle limitazioni alle costruzioni e impianti nelle zone contigue all'aeroporto di Foligno.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto 30 marzo 1942, n. 327, che approva il testo definitivo del Codice della navigazione;

Vista la legge 4 febbraio 1963, n. 58, che apporta modifiche e aggiunte agli articoli dal 714 al 717 del Codice della navigazione;

Visto il decreto ministeriale 26 maggio 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 246 del 3 ottobre 1966;

Vista la mappa pubblicata all'albo pretorio del comune di Foligno dall'11 novembre 1966 al 10 gennaio 1967, determinante una prima parte delle limitazioni contemplate dalla legge 4 febbraio 1963, n. 58;

Considerato che, avverso alla determinazione della zona soggetta a limitazioni ed al decreto ministeriale sopracitato non sono state proposte, nei termini prescritti, opposizioni;

Decreta:

La mappa anzidetta delle aree assoggettate a limitazioni delle costruzioni ed impianti in vicinanza dell'aeroporto di Foligno è esecutiva con annotazione apposta dall'ufficio competente sulla stessa mappa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 maggio 1967

Il Ministro: TREMELLONI

(5736)

DECRETO MINISTERIALE 17 maggio 1967.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Pesaro.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto n. 684 del 1° marzo 1966, con il quale l'Amministrazione provinciale di Pesaro ha deliberato di riconoscere le caratteristiche di provinciale alla strada « bivio Convento-Santa Vittoria-Torre San Marco-Sant'Andrea di Suasa-incrocio strada statale n. 424 »;

Visto il voto n. 264 del 21 febbraio 1967, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici, ha riconosciuto che la strada in parola possiede i requisiti voluti dall'art. 4 della succitata legge n. 126;

Ritenuto che la strada suddetta, della lunghezza complessiva di km. 9+100, può, pertanto, essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada « bivio Convento-Santa Vittoria-Torre San Marco-Sant'Andrea di Suasa-incrocio strada statale n. 424 », di km. 9+100 è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 17 maggio 1967

Il Ministro: MANCINI

(5536)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Istituzioni di diritto romano » presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Modena.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Modena è vacante la cattedra di « Istituzioni di diritto romano », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(5771)

Vacanza della cattedra di « Diritto penale » presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Parma

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Parma è vacante la cattedra di « Diritto penale », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(5772)

Vacanza della cattedra di « Scienza delle finanze e diritto finanziario » presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Parma.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università di Parma è vacante la cattedra di « Scienza delle finanze e diritto finanziario » alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(5773)

Vacanza della cattedra di « Diritto costituzionale » presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Genova

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Genova è vacante la cattedra di « Diritto costituzionale », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(5780)

Autorizzazione all'Istituto farmacologico Filippo Serpero di Milano ad accettare una eredità

Con decreto del prefetto di Milano n. 15536 del 4 aprile 1967, l'Istituto farmacologico Filippo Serpero è stato autorizzato ad accettare l'eredità costituita da beni mobili ed azioni per un ammontare di L. 74.975.181, disposta in suo favore dalla signora Alice Boschetti ved. Pienezza.

(5637)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Ospedaletto d'Alpinolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Ospedaletto d'Alpinolo (Avellino) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.030.965, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5791)

Autorizzazione al comune di Bomba ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 26 maggio 1967, il comune di Bomba (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5794)

Autorizzazione al comune di Limana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Limana (Belluno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.469.431, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5798)

Autorizzazione al comune di Sagrado ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Sagrado (Gorizia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.275.026 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5800)

Autorizzazione al comune di Vescovana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Vescovana (Padova) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.188.898, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5801)

Autorizzazione al comune di Capannoli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 24 maggio 1967, il comune di Capannoli (Pisa) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.771.170, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5802)

Autorizzazione al comune di Abbateggio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministerialei n data 26 maggio 1967, il comune di Abbateggio (Pescara) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 674.290, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5803)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 103

Corso dei cambi del 1° giugno 1967 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	625,01	624,88	624,90	624,93	624,85	625 —	624,89	624,93	625 —	624,98
$ Can.	577,59	577,75	577,75	577,45	577 —	577,50	577,55	577,45	577,50	577,50
Fr. Sv.	144,82	144,81	144,82	144,83	144,75	144,84	144,82	144,83	144,84	144,83
Kr. D.	90,23	90,22	90,18	90,21	90,30	90,24	90,225	90,21	90,24	90,24
Kr. N.	87,48	87,46	87,48	87,46	87,40	87,48	87,45	87,46	87,48	87,48
Kr. Sv.	121,33	121,30	121,30	121,31	121,30	121,35	121,29	121,31	121,35	121,35
Fol.	173,48	173,48	173,50	173,525	173,35	173,45	173,47	173,525	173,45	173,45
Fr. B.	12,59	12,592	12,5925	12,5925	12,59	12,59	12,5875	12,5925	12,59	12,595
Franco francese	127,18	127,22	127,25	127,25	127,10	127,16	127,22	127,25	127,17	127,25
Lst.	1746,80	1746 —	1745,50	1745,80	1746 —	1746,37	1745,80	1745,80	1746,37	1746,25
Dm. occ.	157 —	157,03	157,03	157,055	157,90	157,02	156,98	157,055	157,02	157,04
Scell. Austr.	24,21	24,20	24,1950	24,20	24,20	24,21	24,21	24,20	24,21	24,21
Escudo Port.	21,79	21,79	21,79	21,79	21,80	21,79	21,80	21,79	21,79	21,79
Peseta Sp.	10,41	10,41	10,41	10,41875	10,43	10,41	10,4125	10,41875	10,41	10,415

Media dei titoli del 1° giugno 1967

Titolo	
Rendita 5 % 1935	103,425
Redimibile 3,50 % 1934	100,80
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	86,55
Id. 5 % (Ricostruzione)	96,475
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,525
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,425
Id. 5 % (Beni Esteri)	96,225
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	98,725
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100,075
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100,05
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,175
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,10
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100,025
» 5 % (» 1° aprile 1975)	100 —
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 1° giugno 1967

Valuta	
1 Dollaro USA	624,91
1 Dollaro canadese	577,50
1 Franco svizzero	144,825
1 Corona danese	90,217
1 Corona norvegese	87,455
1 Corona svedese	121,30
1 Fiorino olandese	173,497
1 Franco belga	12,59
1 Franco francese	127,235
1 Lira sterlina	1745,80
1 Marco germanico	157,017
1 Scellino austriaco	24,205
1 Escudo Port.	21,795
1 Peseta Sp.	10,416

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di ricevute di debito pubblico

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 8.

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni:

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 5958 25/A D.P. — Data: 8 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione generale del debito pubblico — Intestazione: Pierantoni Claudio fu Pietro — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 9500.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 4 241 D.P. — Data: 12 gennaio 1966 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione provinciale del tesoro di Palermo — Intestazione: Messina Epifanio, nato a Valledolmo il 14 marzo 1924 — Titoli del debito pubblico: al portatore 5 — Capitale L. 3.000.000.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 19 maggio 1967

Il direttore generale: GAGLIARDO

(5565)

PREFETTURA DI GORIZIA

Riduzione di cognome nella forma italiana

Visto il proprio decreto n. 1.13.2/20607-I in data 29 marzo 1967, relativo alla riduzione in forma italiana del cognome maritale della sig.ra Bernardis Lauretta ved. Roiz;

Visto il regio decreto-legge 7 aprile 1927, n. 494, con cui sono stati estesi a tutti i territori annessi al regno gli articoli 1 e 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17;

Veduto l'art. 2 del precitato regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 ed il decreto ministeriale 5 agosto 1926 concernente le istruzioni per l'esecuzione del regio decreto-legge anzidetto;

A parziale rettifica ed integrazione del su citato provvedimento che deve considerarsi revocato:

Decreta:

Alla signora Bernardis Lauretta ved. Roiz, nata a Gorizia addì 23 maggio 1947, residente a Gorizia, via Aprica n. 25, è accordata la riduzione in forma italiana del cognome assunto a seguito di matrimonio contratto il 27 ottobre 1962 e precisamente da « Roiz » in « Rizzi ».

Con la presente determinazione viene ridotto il cognome in forma italiana, anche al di lei figlio minore Maurizio, nato a Gorizia il 25 aprile 1963.

Gorizia, addì 13 maggio 1967

p. *Il prefetto:* LORICCHIO

(5451)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorsi per merito distinto per i professori dei ruoli organici in servizio nei Licei ginnasi, Licei scientifici ed Istituti magistrali, relativi ai posti disponibili al 1° ottobre 1966.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 165;
Vista la legge 16 luglio 1960, n. 727;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1960, n. 1743;
Vista la legge 28 luglio 1961, n. 831;
Vista la legge 19 ottobre 1965, n. 1204;

Decreta:

Art. 1.
Concorsi per merito distinto

Sono indetti i seguenti concorsi per merito distinto per i professori dei ruoli organici in servizio nei Licei ginnasi, Licei scientifici e negli Istituti magistrali, uno per esami e titoli e l'altro per soli titoli, relativi ai posti disponibili al 1° ottobre 1966, ai fini del passaggio anticipato rispettivamente alla terza e alla quarta classe di stipendio della carriera di appartenenza, di cui alla tabella *B* allegata alla legge 13 marzo 1958, n. 165.

Materie o gruppi di materie	Numero dei posti messi a concorso	
	Concorsi per esami e titoli	Concorsi per soli titoli
Ginnasi superiori		
1. Materie letterarie	28	5
Licei classici		
2. Lettere italiane e latine	6	3
3. Lettere latine e greche	48	3
4. Storia e filosofia	5	7
5. Storia dell'Arte	2	2
6. Matematica e fisica	3	4
7. Scienze naturali, chimica e geografia	9	3
Licei scientifici		
8. Lettere italiane e latine	10	5
9. Storia e filosofia	2	5
10. Matematica e fisica	2	3
11. Scienze naturali, chimica e geografia	6	3
12. Lingua straniera: francese	1	3
12. Lingua straniera: inglese	—	4
12. Lingua straniera: tedesco	—	1
12. Lingua straniera: spagnolo	—	1
13. Disegno	—	1
Istituti magistrali		
14. Lettere italiane e storia	9	1
15. Lettere latine e storia	9	2
16. Filosofia e pedagogia	9	7
17. Matematica e fisica	1	4
18. Scienze naturali, chimica e geografia	10	3
19. Disegno	—	1
20. Musica e canto	—	—
21. Maestra giardiniera	—	—

Art. 2.
Requisiti per l'ammissione al concorso per esami e titoli (Passaggio anticipato alla terza classe di stipendio)

Al concorso per esami e titoli possono partecipare coloro che alla data del 1° ottobre 1966 appartengano al ruolo organico degli insegnanti della materia o gruppi di materie cui si riferisce il concorso e che, alla stessa data, siano in possesso dei requisiti previsti dall'art. 4 della legge 13 marzo 1958, n. 165, e cioè:

a) si trovino a non più di tre anni di distanza dal compimento dell'anzianità, richiesta per il passaggio alla terza classe di stipendio;

b) abbiano prestato almeno quattro anni di effettivo servizio;

c) abbiano riportato negli anni scolastici 1963-64, 1964-65 e 1965-66 qualifiche non inferiori a « valente ».

Agli effetti della determinazione dell'anzianità richiesta per la ammissione al concorso, non si computano gli anni di servizio nei quali sia stata riportata la qualifica di « insufficiente », nè i periodi trascorsi in posizione di stato che interrompa il decorso della anzianità di servizio.

Ai fini del raggiungimento dell'anzianità richiesta per l'ammissione al concorso (lettera *a*) del primo comma del presente articolo), il servizio militare prestato nei reparti combattenti anteriormente alla nomina in ruolo, è computato come servizio civile di ruolo, ai sensi dell'art. 4, comma secondo, della legge 13 marzo 1958, n. 165, semprechè il concorrente abbia prestato almeno quattro anni di effettivo servizio compreso il periodo di prova.

Il servizio militare prestato nei reparti combattenti è computato, ai sensi dell'art. 6 della legge 16 luglio 1960, n. 727, per anno intero, qualora la sua durata nell'anno solare abbia determinato il riconoscimento della relativa campagna di guerra.

I professori i quali, trovandosi nelle condizioni ed in possesso dei requisiti prescritti hanno preso parte ai precedenti analoghi concorsi per esami e titoli (passaggio anticipato alla terza classe di stipendio) e non hanno conseguito la votazione minima prescritta per l'inclusione nella graduatoria di merito non possono partecipare al presente concorso.

Art. 3.
Requisiti per l'ammissione al concorso per soli titoli (Passaggio anticipato alla quarta classe di stipendio)

Al concorso per soli titoli possono partecipare coloro che alla data del 1° ottobre 1966 appartengano al ruolo organico degli insegnanti della materia o gruppi di materie cui si riferisce il concorso e che alla data stessa in possesso dei requisiti previsti dall'art. 4 della legge 13 marzo 1958, n. 165 e cioè:

a) si trovino a non più di tre anni di distanza dal compimento dell'anzianità richiesta per il passaggio alla quarta classe di stipendio;

b) abbiano riportato negli anni scolastici 1963-64, 1964-65 e 1965-66 qualifiche non inferiori a « valente ».

Agli effetti della determinazione dell'anzianità richiesta per l'ammissione al concorso si applicano le norme di cui al precedente articolo, sia per quanto riguarda il servizio civile che i periodi di servizio militare prestati in reparti combattenti.

Il servizio militare prestato in reparti combattenti è computato, agli effetti anzidetti, come servizio civile di ruolo semprechè il richiedente non abbia usufruito del medesimo beneficio ai fini dell'ammissione al concorso per merito distinto per il passaggio anticipato alla terza classe di stipendio.

Art. 4.
Termine per la presentazione delle domande Prove e diario di esami (Commissioni)

Le domande di partecipazione ai concorsi per merito distinto, redatte secondo le modalità stabilite dal successivo art. 7 debbono pervenire con raccomandata insieme con i titoli ed i documenti al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale dell'istruzione classica, Ufficio concorsi per merito distinto), entro sessanta giorni a partire da quello successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

La data di presentazione delle domande e dei titoli è attestata dal bollo di arrivo al Ministero.

Non sono ammessi ai concorsi coloro che abbiano fatto pervenire la domanda oltre il termine di scadenza sopra fissato e coloro che risultano sprovvisti di uno dei requisiti prescritti per la partecipazione ai concorsi stessi.

L'esclusione è disposta dal Ministro con decreto motivato.

I candidati ai concorsi per esami e titoli si intendono ammessi qualora non abbiano ricevuto contraria comunicazione entro il quindicesimo giorno che precede la data stabilita per lo svolgimento della prova scritta o grafica, prevista per il concorso cui hanno chiesto di partecipare e dovranno intervenire alle prove medesime senza attendere alcun preavviso da parte del Ministero.

Peraltro, l'esclusione dal concorso può essere disposta per difetto dei requisiti prescritti anche durante e dopo l'espletamento delle prove d'esame.

Il diario delle prove scritte o grafiche, che si svolgeranno nella sede di Roma, sarà stabilito dal Ministero della pubblica istruzione e comunicato mediante avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* o nel Bollettino ufficiale del Ministero stesso parte II.

Perde il diritto alla prova di esame chi non si trovi presente nel giorno e nell'ora che saranno stabiliti anche se impedito da gravi motivi.

I candidati dovranno esibire un valido documento di riconoscimento ed essere muniti dell'occorrente per scrivere fatta eccezione della carta che sarà fornita, debitamente timbrata, dal Ministero;

Nel concorso per esami e titoli l'esame consta di una prova scritta o grafica e di una lezione.

La tabella annessa al presente decreto determina in quali concorsi è richiesta la prova scritta, in quali la prova grafica ed indica il contenuto delle singole prove.

La lezione verte su argomenti compresi nel programma d'insegnamento della materia o gruppo di materie impartito dai concorrenti nella cattedra ricoperta al 1° ottobre 1966 e comprende, nei concorsi indicati in calce alla tabella anzidetta, anche un saggio di revisione e classificazione di elaborati o le necessarie dimostrazioni sperimentali.

L'argomento della lezione è sorteggiato 24 ore prima dello svolgimento di essa.

Sono ammessi a sostenere la lezione i concorrenti che nella prova scritta o grafica, abbiano riportato non meno di sette decimi dei voti assegnati dalla Commissione alla prova stessa.

Ai candidati ammessi alla lezione è data comunicazione del voto ottenuto venti giorni prima di quello in cui debbono sostenerla.

Decade dal diritto di sostenere la lezione il candidato che non sia presente nel giorno a lui assegnato, salvo che non ne sia stato impedito da gravi motivi, che dovranno essere subito comunicati; in tal caso la Commissione, qualora non abbia esaurito i turni riservati alla prova di lezione, può ammetterlo a sostenere la prova in un turno successivo.

La durata della lezione è stabilita dalla Commissione giudicatrice del concorso nella prima adunanza, in relazione alle esigenze del concorso.

Al termine di ogni seduta la Commissione forma l'elenco dei concorrenti che hanno sostenuto la lezione, con l'indicazione del voto da ognuno di essi riportato.

L'elenco firmato dal presidente e dal segretario è pubblicato all'albo della sede della Commissione.

Per quanto concerne la nomina e le funzioni delle Commissioni giudicatrici e delle Commissioni di vigilanza, la scelta dei temi e lo svolgimento delle prove di esame, si applicano le disposizioni di cui agli articoli 12 e 20 del decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1960, n. 1743, nonchè le disposizioni dei regolamenti in vigore sui concorsi a cattedre di istituti di istruzione secondaria.

Art. 5.

Valutazione delle prove d'esame e dei titoli

La Commissione giudicatrice del concorso per esami e titoli dispone, ai sensi dell'art. 3, comma sesto, della legge 13 marzo 1958, n. 165, di cento punti, dei quali settantacinque sono riservati alle prove di esame e venticinque ai titoli.

La Commissione giudicatrice del concorso per soli titoli, dispone ai sensi dell'art. 3, comma nono, della legge 13 marzo 1958, n. 165, di cento punti così ripartiti:

a) 50 per la valutazione dei titoli di merito di carattere didattico e di servizio;

b) 50 per la valutazione delle pubblicazioni e degli altri titoli inerenti l'attività culturale svolta dai candidati.

La valutazione dei titoli che debbono risultare conseguiti entro il 30 settembre 1966, sarà effettuata in base alla tabella predisposta dal Ministro per la pubblica istruzione ai sensi dell'art. 1 della legge 19 ottobre 1965, n. 1204. I soli titoli valutabili sono quelli di servizio e di cultura.

Le sanzioni disciplinari inflitte con provvedimento divenuto inoppugnabile, determinano la detrazione di un'aliquota di punti in relazione al grado di esse.

La valutazione dei titoli è fatta dalla Commissione prima delle prove di esame.

Art. 6.

Graduatorie - Effetti

Al termine delle operazioni di concorso, ciascuna Commissione forma la graduatoria di merito, con l'indicazione del punteggio conseguito da ciascun candidato, e quella dei vincitori.

Nella graduatoria di merito del concorso per esami e titoli, la Commissione comprende tutti i concorrenti che nelle prove di esame abbiano riportato una votazione non inferiore agli otto decimi dei voti riservati alle prove stesse, con non meno di sette decimi in ciascuna di esse, quando l'esame consta di due prove, e una votazione complessiva, non inferiore a 75 su cento.

Nella graduatoria dei vincitori la Commissione comprende, nell'ordine determinato dalla votazione di cui al precedente comma, un numero di candidati non superiore a quello dei posti messi a concorso.

Qualora i concorrenti compresi nella graduatoria di cui al precedente comma non ricoprano tutti i posti messi a disposizione per il concorso a merito distinto per titoli ed esami, i posti rimasti disponibili saranno conferiti in ordine di merito ai concorrenti che, pur non avendo raggiunto una votazione complessiva di 75/100, abbiano riportato nelle prove d'esame una votazione non inferiore a otto decimi con non meno di sette decimi in ciascuna di esse.

Nella graduatoria di merito del concorso per soli titoli, la Commissione comprende tutti i concorrenti che abbiano riportato una votazione complessiva non inferiore a 75 su cento.

Nella graduatoria dei vincitori, la Commissione comprende nell'ordine determinato dalla votazione di cui al precedente comma, un numero di candidati non superiore a quello dei posti messi a concorso.

A parità di merito la preferenza spetta al concorrente che abbia maggiore anzianità di servizio e, subordinatamente, al più anziano di età.

I concorrenti che non conseguono la votazione minima prescritta per l'inclusione nella graduatoria di merito del concorso per esami e titoli, cui hanno preso parte, non possono ripeterlo.

La graduatoria di merito e quella dei vincitori sono pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione di cui sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale*. Dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del predetto avviso decorrerà il termine per le eventuali impugnative.

Ai vincitori dei concorsi per merito distinto il passaggio anticipato rispettivamente alla terza e quarta classe di stipendio sarà attribuito, ai sensi dell'art. 18 del decreto del Presidente della Repubblica 19 gennaio 1960, n. 1743, con decreti dei provveditori agli studi aventi effetto dal 1° ottobre 1966.

Art. 7.

Domanda di partecipazione - Titoli e documenti - Modalità

1. — Nella domanda per l'ammissione al concorso per esami e titoli ed in quella per soli titoli, redatta su carta legale da L. 400 e diretta al Ministero della pubblica istruzione, Direzione generale istruzione classica, Ufficio concorsi per merito distinto, gli aspiranti indicheranno:

a) nome, cognome (le insegnanti coniugate indicheranno anche il cognome da nubile);

b) luogo e data di nascita;

c) materia o gruppo di materie di insegnamento;

d) istituto e sede dell'istituto di appartenenza alla data del 1° ottobre 1966 (i professori comandati indicheranno l'ultimo istituto scolastico di appartenenza nonchè l'istituto o ufficio presso il quale risultino comandati);

e) data della prima nomina nel ruolo organico ordinario, nonchè quella della nomina nel ruolo di attuale appartenenza (specificare se la nomina nel ruolo di attuale appartenenza sia avvenuta per effetto di concorso a cattedre, per esami e titoli o per soli titoli, o per passaggio dai ruoli speciali transitori o da scuole pareggiate statizzate o per assunzione senza concorso o per effetto della legge 28 luglio 1961, n. 831;

f) data di promozione ad ordinario;

g) classe di stipendio ed anzianità di servizio nella stessa classe, posseduta al 30 settembre 1966;

h) l'indirizzo al quale dovranno essere trasmesse le comunicazioni al candidato per la durata del concorso.

2. — I candidati ciechi e i mutilati che si trovino nell'impossibilità di sostenere le prove del concorso con le modalità

stabilite, dovranno farlo presente nella domanda per i provvedimenti del caso.

3. — Alla domanda di ammissione ai concorsi dovranno essere allegati:

a) certificato rilasciato dal competente capo d'istituto o ufficio in carta legale da L. 400 dal quale risultino i giudizi complessivi riportati negli anni scolastici 1963-64, 1964-65 e 1965-66 nonchè eventuali sanzioni disciplinari;

b) copia dello stato di servizio rilasciata dal provveditore agli studi in carta legale, aggiornata dei provvedimenti emessi ai sensi dell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1955, n. 756;

c) i candidati che intendono avvalersi per l'ammissione ai concorsi dei benefici bellici previsti dagli articoli 2 e 3 del presente decreto dovranno allegare una copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare rilasciata dalla competente autorità militare, corredata dalla dichiarazione integrativa, attestante il servizio militare prestato in reparti combattenti e con l'indicazione delle campagne di guerra già riconosciute;

d) un elenco, in duplice copia dei titoli di merito didattico, di servizio e culturali, nonchè dei documenti presentati a corredo della domanda numerati in ordine progressivo.

I titoli che debbono risultare conseguiti entro il 30 settembre 1966 devono essere esibiti in originale o in copia autenticata.

Non è ammesso riferimento, tranne che per i candidati che hanno chiesto di partecipare anche ai precedenti concorsi per merito distinto e non ne abbiano ottenuto ancora la restituzione, a titoli e documenti già presentati al Ministero della pubblica istruzione o altri Ministeri e uffici, o a titoli di merito risultanti indirettamente da atti dell'Amministrazione. Dai certificati attestanti il servizio rilasciati dalle autorità o uffici competenti, debbono risultare la durata del servizio, nonchè quella degli eventuali incarichi svolti nella scuola nonchè le qualifiche conseguite. I certificati attestanti i risultati dei concorsi, ecc., debbono indicare la votazione conseguita nelle prove d'esame. Il risultato del concorso per esami in base al quale si è ottenuta la nomina nel ruolo di attuale appartenenza sarà valutato nei confronti dei candidati che presentino il relativo certificato rilasciato dal competente Ufficio concorsi scuole medie del Ministero della pubblica istruzione;

e) un elenco, in duplice copia, delle pubblicazioni, da presentare in unico esemplare. Le opere manoscritte e dattilografate non saranno prese in considerazione;

f) un breve *curriculum* del servizio scolastico prestato dalla data di assunzione in ruolo degli studi fatti e della carriera percorsa nonchè dell'attività didattica e culturale svolta.

La restituzione dei documenti e dei titoli presentati dai candidati sarà effettuata non prima che siano trascorsi i termini stabiliti dalla legge per produrre ricorso giurisdizionale o straordinario avverso i risultati dei concorsi a meno che gli interessati non rilascino dichiarazione scritta in carta legale di rinunciare alla partecipazione ai concorsi, e qualora abbiano sostenute le prove e non risultino inclusi nella graduatoria di merito, di non aver nulla da eccepire in ordine alla procedura ed all'esito dei concorsi.

Per quanto riguarda la richiesta di certificati attestanti l'esito positivo dei concorsi, gli interessati, dopo la pubblicazione dei risultati definitivi nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione dovranno inoltrare domanda in carta legale da L. 400 al Ministero della pubblica istruzione - Direzione classica - Ufficio concorsi merito distinto, allegando, per ciascun certificato richiesto, una marca da bollo da L. 400 (non marca per atti amministrativi).

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1966

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *aprile* 1967
Registro n. 29 *Pubblica istruzione, foglio n.* 309

Tabella annessa al bando dei concorsi per merito distinto riservati ai professori degli Istituti d'istruzione classica, scientifica e magistrale

Materie o gruppi di materie cui si riferiscono i concorsi	Ruolo di appartenenza di coloro che possono partecipare al concorso	Prova di esame (scritta o grafica)
1. Italiano, latino, greco, storia e geografia	Ruolo corrispondente del Ginnasio	Prova scritta: traduzione in latino di un brano di prosa greca, con commento, in italiano, relativo alla struttura sintattica e allo stile del testo
2. Lettere italiane e latine	Ruolo corrispondente del Liceo classico	Prova scritta: trattazione, con relativo inquadramento storico, di un argomento di letteratura italiana o latina, a scelta del candidato, tra due proposti dalla commissione. Una parte della trattazione, atta a consentire un giudizio sulla sicura conoscenza della lingua, deve essere svolta in latino
3. Lettere latine e greche	Id.	Prova scritta: traduzione in latino di un brano di prosa o poesia greca con illustrazione, particolarmente di carattere storico letterario, relativa all'autore e all'opera dalla quale è desunto il testo e, se trattasi di poesia, con commento di carattere metrico
4. Storia e filosofia	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento, scelto dal candidato, fra due proposti dalla commissione relativi uno alla storia e uno alla filosofia
5. Storia dell'arte	Id.	Prova scritta: illustrazione critica di un'opera o di un gruppo di opere, a scelta del candidato, su tre temi proposti dalla commissione
6. Matematica e fisica	Id.	Prova scritta: trattazione, a scelta del candidato, di un quesito di analisi matematica o di geometria ed esposizione di un argomento relativo alla critica dei fondamenti della matematica elementare considerati da un punto di vista superiore, oppure di un argomento di fisica (fisica sperimentale o fisica moderna).
7. Scienze naturali, chimica e geografia	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento scelto dal candidato fra tre proposti dalla commissione relativi uno alle scienze naturali, uno alla chimica e uno alla geografia e alla geologia

Materie o gruppi di materie cui si riferiscono concorsi	Ruolo di appartenenza di coloro che possono partecipare al concorso	Prova di esame (scritta o grafica)
8. Lettere italiane e latine . .	Ruolo corrispondente del Liceo scientifico	Prova scritta: trattazione, con relativo inquadramento storico, di un argomento di letteratura italiana o latina, a scelta del candidato, tra due proposti dalla commissione. Una parte della trattazione, atta a consentire un giudizio sulla sicura conoscenza della lingua, deve essere svolta in latino
9 Storia e filosofia	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento scelto dal candidato, fra due proposti dalla commissione relativi uno alla storia e uno alla filosofia
10. Matematica e fisica	Id.	Prova scritta: trattazione, a scelta del candidato, di un quesito di analisi matematica o di geometria ed esposizione di un argomento relativo alla critica dei fondamenti della matematica elementare considerati da un punto di vista superiore, oppure di un argomento di fisica (fisica sperimentale o fisica moderna)
11. Scienze naturali, chimica e geografia	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento scelto dal candidato fra tre proposti dalla commissione relativi uno alle scienze naturali, uno alla chimica e uno alla geografia generale e alla geologia
12. Lingua straniera: francese - inglese - tedesco - spagnolo	Id.	Prova scritta: trattazione, con relativo inquadramento storico, nella lingua straniera cui si riferisce il concorso, di un argomento letterario
13. Disegno	Id.	Prova grafica: composizione decorativa o composizione di un particolare architettonico decorativo disegnato in prospettiva con libertà di tecnica, possibilmente a chiaroscuro
14. Lettere italiane e storia . .	Ruolo corrispondente dell'Istituto magistrale	Prova scritta: trattazione di un argomento di letteratura italiana, con relativo inquadramento storico.
15. Lettere latine e storia . .	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento di letteratura latina con relativo inquadramento storico, o di un argomento di storia, a scelta del candidato. Una parte della trattazione, atta a consentire un giudizio sulla sicura conoscenza della lingua, deve essere svolta in latino
16. Filosofia e pedagogia . . .	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento scelto dal candidato fra due proposti dalla commissione relativi uno alla filosofia e uno alla pedagogia
17. Matematica e fisica	Id.	Prova scritta: trattazione, a scelta del candidato, di un quesito di analisi matematica o di geometria ed esposizione di un argomento relativo alla critica dei fondamenti della matematica elementare considerati da un punto di vista superiore, oppure di un argomento di fisica (fisica sperimentale o fisica moderna).
18. Scienze naturali, chimica e geografia	Id.	Prova scritta: trattazione di un argomento scelto dal candidato fra tre proposti dalla commissione relativi uno alle scienze naturali, uno alla chimica e uno alla geografia generale e alla geologia
19. Disegno	Id.	Prova grafica: composizione decorativa o composizione di un particolare architettonico decorativo disegnato in prospettiva con libertà di tecnica, possibilmente a chiaroscuro
20. Musica e canto corale . . .	Id.	Prova scritta: composizione di un madrigale a quattro voci miste in stile contrappuntistico su tema e parole date
21. Maestra giardiniera	Id.	Prova scritta: trattazione di un quesito di pedagogia, storico o didattico, relativo ai metodi per l'educazione della infanzia

Note:

a) la scelta degli argomenti delle prove scritte è fatta dalla Commissione tenendo presenti i programmi dei corrispondenti concorsi per la nomina in ruolo;

b) la lezione comprende un saggio di revisione e classificazione di elaborati nei concorsi di cui ai numeri **1, 2, 3, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 19**; e per i concorsi di cui ai numeri **6, 7, 10, 11, 17, 18** le necessarie dimostrazioni sperimentali.

Il Ministro: Gui

(4328)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Diario delle prove scritte per il concorso a cinque posti di vice ispettore amministrativo di 3ª classe in prova nella carriera direttiva amministrativa.

Le prove scritte per il concorso a cinque posti di vice ispettore nella carriera direttiva amministrativa, indetto con decreto ministeriale 18 marzo 1967 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 82 del 1° aprile 1967, avranno luogo in Roma presso il Ministero degli affari esteri, con inizio il giorno 20 giugno 1967.

I candidati ammessi al concorso dovranno presentarsi nella suddetta sede alle ore 8, muniti dei prescritti documenti di riconoscimento.

(5812)

MINISTERO DELLA DIFESA

Diario delle prove scritte di esame del concorso a sessanta posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica - ruolo servizi.

Le prove scritte di esame del concorso a sessanta posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica - ruolo servizi, bandito con decreto ministeriale in data 17 novembre 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 315, del 15 dicembre 1966, avranno luogo a Roma, presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, 4, nei sottonotati giorni:

12 luglio 1967: Cultura generale;
13 luglio 1967: Matematica.

I candidati ammessi al concorso dovranno presentarsi nella sede predetta, non oltre le ore 8 di ciascun giorno, muniti dei prescritti documenti di identificazione.

(5529)

Diario delle prove scritte di esame del concorso a cinquanta posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo assistenti tecnici.

Le prove scritte di esame del concorso a cinquanta posti di sottotenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo assistenti tecnici, bandito con decreto ministeriale in data 21 novembre 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 21, del 25 gennaio 1967, avranno luogo a Roma, presso il Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, 4, nei sottonotati giorni:

21 giugno 1967: Cultura generale;
22 giugno 1967: Matematica e fisica.

I candidati ammessi al concorso dovranno presentarsi nella sede predetta, non oltre le ore 8 di ciascun giorno, muniti dei prescritti documenti di identificazione.

(5530)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per titoli, integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato, a centosettanta posti di usciere giudiziario.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 12 dicembre 1966, con il quale è stato indetto un concorso per titoli, integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato, a centosettanta posti di usciere giudiziario;

Rienuto che occorre nominare la Commissione giudicatrice del concorso anzidetto;

Visto l'art. 17 del regio decreto-legge 19 aprile 1934, n. 698;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per titoli, integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato, a centosettanta posti di usciere giudiziario, è composta come segue:

Presidente:

Naso dott. Emilio, presidente di sezione di Corte di cassazione, direttore generale dell'organizz. giudiziaria e degli affari generali.

Componenti:

Del Mese dott. Salvatore, direttore dell'Ufficio 3° Direzione generale organizz. giudiziaria;

Fattori dott. Paolo, magistrato addetto al Ministero, Ufficio 3° Direzione generale organizz. giudiziaria.

Componente aggiunto:

Untergasser prof. Cristiana, insegnante di lingua tedesca presso l'Istituto « T. Mamiani » di Roma.

Segretari:

Riccardi dott. Luigi, cancelliere capo di tribunale addetto al Ministero, Ufficio 3° Direzione generale organizz. giudiziaria;

Arcidiacono dott. Mario, cancelliere capo di Pretura addetto al Ministero, Ufficio 3° Direzione generale organizz. giudiziaria.

La spesa presunta di L. 600.000 graverà sul capitolo 1051 art. 6 dell'anno finanziario 1967.

Roma, addì 3 aprile 1967

p. *Il Ministro*: MISASI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *maggio* 1967
Registro n. 14, *foglio n.* 61

(5888)

REGIONI

REGIONE SICILIANA

LEGGE 19 gennaio 1967, n. **11**.

Rendiconto generale dell'Amministrazione della Regione siciliana per l'esercizio finanziario 1955-56.

(*Pubblicata nel supplemento ordinario alla* Gazzetta Ufficiale *n.* 4 *del* 28 *gennaio* 1967)

REGIONE SICILIANA
L'ASSEMBLEA REGIONALE HA APPROVATO
IL PRESIDENTE REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56

Art. 1.

Le entrate ordinarie e straordinarie della Regione, accertate nell'anno finanziario 1955-56 per la competenza propria dello esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	66.119.221.966
delle quali furono riscosse	»	52.518.115.593
e rimasero da riscuotere	L.	13.601.106.373

Art. 2.

Le spese ordinarie e straordinarie della Regione, impegnate nell'anno finanziario 1955-56 per la competenza propria dello esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in .	L.	62.176.459.061
delle quali furono da pagare	»	28.331.022.911
e rimasero da pagare	L.	33.845.436.150

Art. 3.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56 rimane così stabilito:

Entrate e spete effettive

Entrata	L.	54.322.550.255
Spesa	»	49.610.225.258
Avanzo effettivo	L.	4.712.324.997

Movimento di capitali

Entrata	L.	319.314.014
Spesa	»	1.088.876.106
Disavanzo per movimento di capitali	L.	769.562.092

Entrate e spese per partite di giro

Entrata	L.	11.477.357.697
Spesa	»	11.477.357.697

Riepilogo generale

Entrata	L.	66.119.221.966
Spesa	»	62.176.459.061
Avanzo finale	L.	3.942.762.905

Entrate e spese residue degli anni finanziari 1954-55 *e precedenti*

Art. 4.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	37.523.904.668
delle quali furono riscosse	»	23.014.600.837
e rimasero da riscuotere	L.	14.509.303.831

Art. 5.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	63.060.369.048
delle quali furono pagate	»	30.497.526.162
e rimasero da pagare	L.	32.562.842.886

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56

Art. 6.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 1)	L.	13.601.106.373
Somme rimaste da riscuotere sui residui degli anni finanziari 1954-55 e precedenti (art. 4) . .	»	14.509.303.831
Somme riscosse e non versate alla Cassa regionale (colonna *s* del riassunto generale)	»	22.260.662.897
Residui attivi al 30 giugno 1956	L.	50.371.073.101

Art. 7.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dello anno finanziario 1955-56 (art. 2)	L.	33.845.436.150
Somme rimaste da pagare sui residui degli anni finanziari 1954-55 e precedenti (art. 5)	»	32.562.842.886
Residui passivi al 30 giugno 1956	L.	66.408.279.036

Situazione finanziaria

Art. 8.

E' accertato nella somma di L. 31.240.957.180,25 l'avanzo finanziario alla fine dell'anno finanziario 1955-56, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1955 .			L.	26.692.401.466,25
Entrate dell'anno finanziario 1955-56 .			»	66.119.221.966
Diminuzione nei residui passivi provenienti dagli anni finanziari 1954-55 e precedenti, cioè:				
Accertati:				
al 1° luglio 1955 . .	L.	64.144.303.626		
al 30 giugno 1956 . .	»	63.060.369.048		
			L.	1.083.394.578
			L.	93.895.558.010,25

Passività

Spese dell'anno finanziario 1955-56 .			L.	62.176.459.061
Diminuzione nei residui attivi provenienti dagli anni finanziari 1954-55 e precedenti, cioè:				
Accertati:				
al 1° luglio 1955 . .	L.	38.002.046.437		
al 30 giugno 1956 . .	»	37.523.904.668		
			L.	478.141.769
Avanzo finanziario al 30 giugno 1956 .			L.	31.240.957.180,25
			L.	93.895.558.010,25

Fondo di cassa

Art. 9.

E' accertato nella somma di L. 49.302.729.484 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1955-56 come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1956, per:		
Somme rimaste da riscuotere . .	L.	28.110.410.204
Somme riscosse e non versate . .	»	22.260.662.897
Crediti di Tesoreria	»	15.116.001
Arrotondamenti sui pagamenti effettuati a tutto l'anno finanziario 1955-56 .	»	9,81
Fondo di cassa al 30 giugno 1956 .	»	49.302.729.484
	L.	99.688.918.595,81

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 . .	L.	66.408.279.036
Debiti di Tesoreria	»	2.039.682.328
Arrotondamenti sui pagamenti a tutto l'anno finanziario 1955-56	»	51,56
Avanzo finanziario al 30 giugno 1956 .	»	31.240.957.180,25
	L.	99.688.918.595,81

Disposizioni finali

Art. 10.

E' ratificato la eccedenza di impegno risultante al 30 giugno 1956, relativa al capitolo n. 679 « Fondo speciale destinato al potenziamento delle attività sportive, ecc. » della somma di L. 9.147.400 sul conto della competenza

AMMINISTRAZIONI ED AZENDE AUTONOME

Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56

Art. 11.

Le entrate ordinarie e straordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana, accertate nell'anno finanziario 1955-56, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . .	L.	741.843.358
delle quali furono riscosse	»	722.170.443
e rimasero da riscuotere	L.	19.672.915

Art. 12.

Le spese ordinarie e straordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana, impegnate nell'anno finanziario 1955-56, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . L. 741.938.506 —
delle quali furono pagate . . . . . » 464.821.814

e rimasero da pagare . . . . . L. 277.116.692

Art. 13.

I riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56 rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive

Entrata	L.	458.679.858
Spesa	»	458.777.006
Disavanzo	L.	97.148

Movimento di capitali

Entrata	L.	283.163.500
Spesa	»	283.161.500
Avanzo	L.	2.000

Operazioni per conto di terzi

Entrata	L.	—
Spesa	»	—

Riepilogo generale

Entrata	L.	741.843.358
Spesa	»	741.938.506
Disavanzo	L.	95.148

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1954-55

Art. 14.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . . L. 314.167.298
delle quali furono riscosse . . . . » 293.406.998

e rimasero da riscuotere . . . . L. 20.760.300

Art. 15.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, restano determinate come dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . . . L. 987.860.879
delle quali furono pagate . . . . . » 673.961.158

e rimasero da pagare . . . . . L. 313.899.721

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56

Art. 16.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, sono stabiliti come, dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 1) .	L.	19.672.915
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 14)	»	20.760.300
Residui attivi al 30 giugno 1956	L.	40.433.215

Art. 17.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dello anno finanziario 1955-56 (art. 12) . . .	L.	277.116.692
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 15) . .	»	313.899.721
Residui passivi al 30 giugno 1956	L.	591.016.413

Art. 18.

La situazione finanziaria dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana, alla fine dell'anno finanziario 1955-56 risulta come segue:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1955-56 .	L.	741.843.358
Diminuzione nei residui passivi dello anno finanziario 1954-55 e precedenti . .	»	95.148
	L.	741.938.506

Passività

Spese dell'anno finanziario 1955-56 .	L.	741.938.506
	L.	741.938.506

Fondo di cassa

Art. 19.

E' accertato nella somma di L. 550.583.198 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1955-56 come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1956 per:		
Somme rimaste da riscuotere . .	L.	40.433.215
Somme riscosse e non versate . .	»	—
Fondo di cassa	»	550.583.198
	L.	591.016.413

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 .	L.	591.016.413
	L.	591.016.413

Disposizioni finali

Art. 20.

E' ratificato la eccedenza risultante al 30 giugno 1956 relativa all'art. 5 « Stipendi, salari e paghe al personale della Azienda » della somma di L. 240.000 sul conto dei residui.

Art. 21.

E' istituito il seguente articolo aggiunto n. 35: « Rimborso della indennità complementare corrisposta alle guardie del Corpo delle foreste », con l'iscrizione, in conto resti, della somma di lire 40.000 provenienti dall'art. 34 dell'esercizio finanziario 1954-55.

Fondo di solidarietà nazionale
Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56

Art. 22.

Le entrate del Fondo di solidarietà nazionale, accertate nell'anno finanziario 1955-1956, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . L. 17.486.272.697
delle quali furono riscosse . . . . » 614.155

e rimasero da riscuotere . . . . L. 17.485.658.542

Art. 23.

Le spese del Fondo di solidarietà nazionale, impegnate nell'anno finanziario 1955-56, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . . L. 17.795.922.864
delle quali furono pagate . . . . » —

e rimasero da pagare . . . . . . L. 17.795.922.864

Art. 24.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56, rimane così stabilito:

Entrata	L.	17.486.272.697
Spesa	»	17.795.922.864
Differenza	L.	309.650.167

Entrata e spese residue dell'anno finanziario 1954-55

Art. 25.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . . L. 24.401.124.201
delle quali furono riscosse . . . . » 23.939.441.737

e rimareso da riscuotere . . . . L. 461.682.464

Art. 26.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . L. 66.632.576.750
delle quali furono pagate . . . . » 18.412.378.266

e rimasero da pagare . . . . . L. 48.220.198.484

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56

Art. 27.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 22) . .	L.	17.485.658.542
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 25) .	»	461.682.464
Residui attivi al 30 giugno 1956	L.	17.947.341.006

Art. 28.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 23)	L.	17.795.922.864
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 26) . .	»	48.220.198.484
Residui passivi al 30 giugno 1956	L.	66.016.121.348

Art. 29.

La situazione del Fondo di solidarietà nazionale, alla fine dell'anno finanziario 1955-56 risulta come appresso:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1955 . .			L.	1.788.073.529
Entrate dell'anno finanziario 1955-56 . .			»	17.486.272.697
Aumenti nei residui attivi:				
Accertati:				
al 1° luglio 1955	L.	24.389.932.864		
al 30 giugno 1956	»	24.401.124.201		
			»	11.191.337
Diminuzione nei residui passivi:				
Accertati:				
al 1° luglio 1955	L.	66.639.246.390		
al 30 giugno 1956	»	66.632.576.750		
			»	6.669.640
			L.	19.292.207.203

Passività

Spese dell'anno finanziario 1955-56 . .	L.	17.795.922.864
Avanzo finanziario dell'esercizio 1955-56 .	»	1.496.284.339
	L.	19.292.207.203

Fondo di cassa

Art. 30.

E' accertato nella somma di L. 49.565.064.681 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1955-1956, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1956 per:

Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	17.947.341.006
Somme riscosse e non versate . . .	»	—
Fondo di cassa	»	49.565.064.681
	L.	67.512.405.687

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 . .	L.	66.016.121.348
Avanzo finanziario al 30 giugno 1956 . .	»	1.496.284.339
	L.	67.512.405.687

Azienda autonoma delle terme di Sciacca

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56

Art. 31.

Le entrate dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca, accertate nell'anno finanziario 1955-56 per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . . L. 70.075.603
delle quali furono riscosse . . . . » 57.187.250

e rimasero da riscuotere . . . . . L. 12.888.353

Art. 32.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca, impegnate nell'anno finanziario 1955-56, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . . L. 70.075.603
delle quali furono pagate . . . . » 49.715.149

e rimasero da pagare . . . . . L. 20.360.454

Art. 33.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56, rimane così stabilito:

Entrata	L.	70.075.603
Spesa	»	70.075.603
Differenza	L.	—

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1954-55

Art. 34.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	316.109.459
delle quali furono riscosse	»	310.101.732
e rimasero da riscuotere	L.	6.007.727

Art. 35.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . .	L.	311.919.724
delle quali furono pagate	»	31.993.090
e rimasero da pagare	L.	279.926.634

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56

Art. 36.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come risulta dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno 1955-56 (art. 31) . .	L.	12.888.353
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 34)	»	6.007.727
Residui attivi al 30 giugno 1956	L.	18.896.080

Art. 37.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, sono stabiliti, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 32) . .	L.	20.360.454
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 35) .	»	279.926.634
Residui passivi al 30 giugno 1956	L.	300.287.800

Art. 38.

La situazione finanziaria dell'Azienda autonoma delle terme di Sciascia alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1955-56 . .		L.	70.075.603
Aumento nei residui attivi dell'anno finanziario 1954-55:			
al 1° luglio 1955 . .	L. 310.109.459		
al 30 giugno 1956 . .	» 316.109.459		
		»	6.000.000
		L.	76.075.603

Passività

Spese dell'anno finanziario 1955-56 . .		L.	70.075.603
Aumenti nei residui passivi dell'anno finanziario 1954-55:			
al 1° luglio 1955 . .	L. 305.919.724		
al 30 giugno 1956 . .	» 311.919.724		
		»	6.000.000
		L.	76.075.603

Art. 39.

E' accertato nella somma di L. 281.391.008 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1955-56, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1956 per somme da riscuotere	L.	18.896.080
Fondo di cassa	»	281.391.008
	L.	300.287.088

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 . . .	L.	300.287.088
	L.	300.287.088

Disposizioni finali

Art. 40.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1956 relativamente ai seguenti articoli:

Competenza:

Art. n. 5 « Sussidi a funzionari, salariati ed operai dell'Azienda »	L.	100.000
Art. n. 10 « Spese per i servizi termali, arredi ed attrezzature varie, materiali di consumo, energia elettrica, forza motrice, canoni d'acqua, trasporti . .	»	1.168.230

Azienda autonoma delle terme di Acireale

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56

Art. 41.

Le entrate dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, accertate nell'anno finanziario 1955-56, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	83.894.000
delle quali furono riscosse	»	76.977.182
e rimasero da riscuotere	L.	6.916.818

Art. 42.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, impegnate nell'anno finanziario 1955-56 per la competenza propria dell'esercizio stesso sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	83.894.000
delle quali furono pagate	»	61.874.908
e rimasero da pagare	L.	22.019.092

Art. 43.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1955-56, rimane così stabilito:

Entrata	L.	83.894.000
Spesa	»	83.894.000
Differenza	L.	—

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1954-55

Art. 44.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana in	L.	908.970
delle quali furono riscosse	»	826.870
e rimasero da riscuotere	L.	82.100

Art. 45.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1954-55 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . L. 373.800.358
delle quali furono pagate . . . . » 131.860.362

e rimasero da pagare . . . . . L. 241.939.996

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56

Art. 46.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 sono stabiliti, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 41) L. 6.916.818
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1954-55 (art. 44) » 82.100

Residui attivi al 30 giugno 1956 L. 6.998.918

Art. 47.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1955-56 (art. 42) . . L. 22.019.092
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 45) . . » 241.939.996

Residui passivi al 30 giugno 1956 L. 263.959.088

Art. 48.

La situazione finanziaria dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1955-56 . . L. 83.894.000

Passività

Spese dell'anno finanziario 1955-56 . . L. 83.894.000

Art. 49.

E' accertato nella somma di L. 256.960.170 il fondo di cassa alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1956 per:

Somme da riscuotere	L.	6.998.818
Fondo di cassa	»	256.960.170
	L.	263.959.088

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1956 . . .	L.	263.959.088
	L.	263.959.088

Disposizioni finali

Art. 50.

Sono ratificate le eccedenze al 30 giugno 1956 relativamente ai seguenti articoli:

Competenza:

Art. n. 1 « Stipendi, salari e paghe al personale dell'Azienda » .	L.	6.110.000
Art. n. 3 « Compensi per lavoro straordinario al personale dell'Azienda » . .	»	578.000
Art. n. 6 « Spese ed indennità per viaggi di servizio, ispezioni e missioni nell'interesse dell'Azienda » . . .	L.	1.462.000
Art. n. 7 « Spese postali, telegrafiche, telefoniche ed altre spese d'ufficio, acquisti, riparazioni di mobili, riscaldamento ed illuminazione, oggetti di cancelleria e rilegature	»	1.100.000
Art. n. 8 « Imposte e sovrimposte, canoni e censi »	»	17.000
Art. n. 9 « Indennità agli amministratori dell'Azienda, revisori e componenti di commissioni e comitati »	»	4.000.000
Art. n. 10 « Spese per i servizi termali: arredi ed attrezzature varie; materiali di consumo, energia elettrica, forza motrice, canoni d'acqua, trasporti » . . .	»	20.983.000
Art. n. 11 « Manutenzione ordinaria immobili, impianti ed attrezzature varie »	»	567.000
Art. n. 12 « Spese di stampa e di propaganda »	»	9.500.000
Art. n. 15 « Restituzione di somme indebitamente acquisite all'entrata » . .	»	13.000

Art. 51.

La presente legge sarà pubblicata nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Palermo, addì 19 gennaio 1967

CONIGLIO

LEGGE 19 gennaio 1967, n. 12.

Rendiconto generale dell'Amministrazione della Regione siciliana per l'esercizio finanziario 1956-57.

(*Pubblicata nel supplemento ordinario alla* Gazzetta Ufficiale *n.* 4 *del* 28 *gennaio* 1967)

REGIONE SICILIANA
L'ASSEMBLEA REGIONALE HA APPROVATO
IL PRESIDENTE REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57

Art. 1.

Le entrate ordinarie e straordinarie della Regione, accertate nell'anno finanziario 1956-57 per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in L. 74.841.109.818
delle quali furono riscosse . . . . » 57.637.049.650

e rimasero da riscuotere . . . . L. 17.204.060.168

Art. 2.

Le spese ordinarie e straordinarie della Regione, impegnate nell'anno finanziario 1956-57 per la competenza dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, in . . . . L. 82.717.225.407
delle quali furono pagate . . . . » 40.233.069.862

e rimasero da pagare . . . . . . L. 42.484.155.545

Art. 3.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57 rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive

Entrata	L.	59.368.452.841
Spesa	»	66.389.099.725
Disavanzo effettivo	L.	7.020.646.884

Movimento di capitali

Entrata	L.	62.759.295
Spesa	»	918.228.000
Disavanzo per movimento di capitali	L.	855.468.705

Entrate e spese per partite di giro

Entrata	L.	15.409.897.682
Spesa	»	15.409.897.682
	L.	—

Riepilogo generale

Entrata	L.	74.841.109.818
Spesa	»	82.717.225.407
Disavanzo finale	L.	7.876.115.589

Entrate e spese residue degli anni finanziari 1955-56 *e precedenti*

Art. 4.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio in	L.	51.707.266.567
delle quali furono riscosse	»	33.325.632.953
e rimasero da riscuotere	L.	18.381.633.614

Art. 5.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, in	L.	65.101.653.212
delle quali furono pagate	»	25.911.335.889
e rimasero da pagare	L.	39.190.317.323

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57

Art. 6.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, sono stabiliti come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 1) .	L.	17.204.060.168
Somme rimaste da riscuotere sui residui degli anni finanziari 1955-56 e precedenti (art. 4) .	»	18.381.633.614
Somme riscosse e non versate alla Cassa regionale (colonna *s* del riassunto generale)	»	25.567.782.298
Residui attivi al 30 giugno 1957	L.	61.153.476.080

Art. 7.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 sono stabiliti come dal conto consuntivo del bilancio, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 2) .	L.	42.484.155.545
Somme rimaste da pagare sui residui degli anni finanziari 1955-56 e precedenti (art. 5)	»	39.190.317.323
Residui passivi al 30 giugno 1957	L.	81.674.472.868

Situazione finanziaria

Art. 8.

E' accertato nella somma di L. 26.007.660.923 l'avanzo finanziario alla fine dell'anno finanziario 1956-57 come risulta dai seguenti dati:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1956 . .			L.	31.240.957.180,25
Entrate anno finanziario 1956-57 . . .			»	74.841.109.818
Aumento nei residui attivi:				
al 1° luglio 1956 . .	L.	50.371.073.101		
al 30 giugno 1957 .	»	51.707.266.567		
			»	1.336.193.466
Diminuzione nei residui passivi:				
al 1° luglio 1956 . .	L.	66.408.279.036		
al 30 giugno 1957 .	»	65.101.653.212		
			»	1.306.625.824
Sopravvenienza attive di Tesoreria . .			»	41,75
			L.	108.724.886.330

Passività

Spese dell'anno finanziario 1956-57 . .	L.	82.717.225.407
Avanzo finanziario al 30 giugno 1957 . .	»	26.007.660.923
	L.	108.724.886.330

Fondo di cassa

Art. 9.

E' accertato nella somma di L. 49.355.518.216 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1956-57, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1957 per:		
Somme rimaste da riscuotere . . .	L.	35.585.693.782
Somme riscosse e non versate . . .	»	25.567.782.298
Crediti di Tesoreria	»	15.506.863
Fondo di cassa al 30 giugno 1957 . . .	»	49.355.518.216
	L.	110.524.501.159

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1957 . . .	L.	81.674.472.868
Debiti di Tesoreria	»	2.842.367.368
Avanzo finanziario al 30 giugno 1957 . .	»	26.007.660.923
	L.	110.524.501.159

Disposizioni finali

Art. 10.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1957, relativamente ai seguenti capitoli:

Competenza

Cap. n. 64 « Fondo corrispondente ai due quinti dell'addizionale 5% ai vari tributi erariali da devolversi ai sensi del regio decreto-legge 30 novembre 1937, n. 2145, ad integrazione di quanto dovuto dallo Stato » (Spesa obbligatoria)	L.	1.657.222.805
Cap. n. 71 « Fondo corrispondente ai tre quinti del provento per addizionale del 5% dei vari tributi erariali, da devolvere ai sensi dell'art. 7 del decreto legislativo luogotenenziale 18 febbraio 1946, n. 100 » (Spesa obbligatoria) . .	»	755.941.132
Cap. n. 72 « Somma dovuta allo Stato per provento dell'I.G.E. da versare per conto dello Stato stesso alle Amministrazioni comunali e provinciali della Regione (legge 2 luglio 1952, n. 703 e legge regionale 2 maggio 1953, n. 33) » (Spesa obbligatoria)	»	2.177.984.568
Cap. n. 73 « Fondo corrispondente al gettito dell'imposta dei fabbricati non rurali da devolvere a favore dei Comuni ai sensi dell'art. 258 del D. L. del Presidente della Regione 29 ottobre 1955, n. 6 » (Spesa obbligatoria) . . .	»	1.599.205

Cap. n. 105 « Contributi e rimborsi in relazione ai proventi dei canoni di abbonamento alle radioaudizioni circolari » (Spesa obbligatoria) .	L.	1.511.679.268
Cap. n. 106 « Contributi e rimborsi in relazione ai proventi sulle tasse di licenza ai costruttori ed ai rivenditori di materiali radioelettrici (decreto legislativo luogotenenziale 2 aprile 1946, n. 399) » (Spesa obbligatoria) .	»	1.980.902
Cap. n. 107 « Devoluzione a favore dei Comuni del 67 % del provento dei diritti erariali sui pubblici spettacoli, sui giochi e trattenimenti di qualunque genere e sulle scommesse (art. 3 della legge 29 novembre 1955, n. 1109) (Spesa obbligatoria)	»	1.177.824.114
Cap. n. 108 « Quota del 33 % dei diritti erariali sui pubblici spettacoli, da devolversi a termini di legge » (Spesa obbligatoria)	»	318.284.126
Cap. n. 111 « Somme da corrispondere all'Ente Nazionale Incremento Razze Equine (U.N.I.R.E.) per abbuono sui diritti erariali accertati sulle scommesse al totalizzatore ed al libro che hanno luogo alle corse dei cavalli (art. 4 della legge 2 aprile 1951, n. 226 e legge 26 novembre 1955, n. 1109) » (Spesa obbligatoria)	»	35.596.283
Cap. n. 219 « Contributi ad Enti vari per i servizi attinenti alla zootecnia e alla caccia » (Spesa obbligatoria) .	»	4.959.106
Cap. n. 220 « Premi alle riserve di caccia per l'intensivo allevamento della selvaggina (art. 61 del testo unico approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016 » (Spesa obbligatoria) .	»	717.929
Cap. n. 221 « Somma da erogare per il mantenimento dei guardiacaccia e per premi agli agenti che si distinguono maggiormente nel servizio della vigilanza ai sensi dell'art. 80 del testo unico approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016 » (Spesa obbligatoria)	»	3.746.466
Cap. n. 309 « Quota del cinque per cento del provento dei diritti d'ingresso nei musei, nelle gallerie, nei monumenti e negli scavi archeologici della Regione, da assegnarsi a favore della Cassa nazionale di previdenza ed assistenza per i pittori, scultori ed incisori (art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1945, n. 781) » (Spesa obbligatoria) .	»	328.615
Cap. n. 359 « Fondo da versare alla Soprintendenza del teatro Massimo di Palermo e all'Ente musicale di Catania per concorrere nelle spese di rappresentazioni aventi spiccato carattere siciliano in relazione o all'autore o al soggetto o all'ambiente delle rappresentazioni stesse (art. 9 della legge regionale 9 novembre 1955, n. 42 e art. 6 della legge al presente bilancio) » (Spesa obbligatoria) .	»	19.741.909
Cap. n. 409 « Contributo a pareggio dell'Azienda speciale della zona industriale di Catania » . .	»	989.500
Cap. n. 611 « Fondo speciale destinato al potenziamento delle attività sportive calcistiche isolane (legge regionale 28 dicembre 1953, n. 72) » (Spesa obbligatoria)	»	36.893.164
Residui		
Cap. n. 305 « Spese per acquisto di materiale storico, artistico o raro » . .	»	1.050.000

AMMINISTRAZIONI ED AZIENDE AUTONOME

Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57

Art. 11.

Le entrate ordinarie estraordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana ,accertate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . .	L.	628.931.313
delle quali furono riscosse	»	609.093.563
e rimasero da riscuotere	L.	19.837.750

Art. 12.

Le spese ordinarie e straordinarie dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione siciliana, impegnate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . .	L.	640.404.851
delle quali furono pagate	»	327.353.720
e rimasero da pagare	L.	313.051.131

Art. 13.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57 rimane così stabilito:

Entrate e spese effettive		
Entrata	L.	628.931.313
Spesa	»	640.404.851
Disavanzo	L.	11.473.538
Movimento di capitali		
Entrata	L.	—
Spesa	»	—
Operazioni per conto di terzi		
Entrata	L.	—
Spesa	»	—
Riepilogo generale		
Entrata	L.	628.931.313
Spesa	»	640.404.851
Disavanzo	L.	11.473.538

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1955-56

Art. 14.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in .	L.	33.183.215
delle quali furono riscosse	»	16.671.315
e rimasero da riscuotere	L.	16.511.900

Art. 15.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . .	L.	572.292.875
delle quali furono pagate	»	82.884.894
e rimasero da pagare	L.	489.407.981

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57

Art. 16.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 11) .	L.	19.837.750
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 14)	»	16.511.900
Residui attivi al 30 giugno 1957	L.	36.349.650

Art. 17.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 12)	L.	313.051.131
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1956-57 (art. 15) .	»	489.407.981
Residui passivi al 30 giugno 1957	L.	802.459.112

Art. 18.

La situazione finanziaria dell'Azienda delle foreste demaniali della Regione Siciliana, alla fine dell'anno finanziario 1956-57, risulta come segue:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1956-57 .	L.	628.931.313
Diminuzione nei residui passivi dell'anno finanziario 1955-56 e precedenti . .	»	18.723.538
	L.	647.654.851

Passività

Spese dell'anno finanziario 1956-57 . .	L.	640.404.851
Diminuzione nei residui attivi provenienti dagli anni finanziari 1955-56 e precedenti	»	7.250.000
	L.	647.654.851

Fondo di Cassa

Art. 19.

E' accertato nella somma di L. 766.109.962 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1956-57, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1957 per:

Somme rimaste da riscuotere . .	L.	36.349.650
Somme riscosse e non versate . .	»	—
Fondo di cassa	»	766.109.462
	L.	802.459.112

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1957 . .	L.	802.459.112
	L.	802.459.112

Disposizioni finali

Art. 20.

E' istituito il seguente articolo aggiunto n. 36: « Rimborso della indennità corrisposta alle Guardie del Corpo delle foreste », con l'iscrizione, in conto resti, della somma di L. 40.000 proveniente dall'articolo n. 35 dell'esercizio finanziario 1955-56.

Fondo di solidarietà Nazionale

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57

Art. 21.

Le entrate del Fondo di solidarietà nazionale, accertate nell'anno finanziario 1956-1957, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana in	L.	14.554.469.241
delle quali furono riscosse	»	7.540.780.299
e rimasero da riscuotere	L.	7.013.688.942

Art. 22.

Le spese del Fondo di solidarietà nazionale, impegnate nell'anno finanziario 1956-1957, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, quali risultano dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	13.215.300.944
delle quali furono pagate	»	6.242.393
e rimasero da pagare	L.	13.209.058.551

Art. 23.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57 rimane così stabilito:

Entrata	L.	14.554.469.241
Spesa	»	13.215.300.944
Differenza	L.	1.339.168.297

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1955-56

Art. 24.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . .	L.	17.952.978.979
delle quali furono riscosse	»	10.178.948.797
e rimasero da riscuotere	L.	7.774.030.000

Art. 25.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in . . .	L.	66.016.055.690
delle quali furono pagate	»	14.880.983.792
e rimasero da pagare	L.	51.135.071.898

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57

Art. 26.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 12) . .	L.	7.013.688.942
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 24) .	»	7.774.030.000
Residui attivi al 30 giugno 1957	L.	14.787.718.942

Art. 27.

I residui passivi alla chiusura finanziaria 1956-57 sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 22) . . .	L.	13.209.058.551
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 25) .	»	51.135.071.898
Residui passivi al 30 giugno 1957	L.	64.344.130.449

Art. 28.

La situazione del Fondo di solidarietà nazionale alla fine dell'anno finanziario 1956-57 risulta come appresso:

Attività

Avanzo finanziario al 1° luglio 1956 .	L.	1.496.284.339
Entrate dell'anno finanziario 1956-57 .	»	14.554.469.241
Aumenti nei residui attivi:		
al 1° luglio 1956 . . L. 417.947.341.006		
al 30 giugno 1957 . . » 17.952.978.979		
	»	5.637.973
Diminuzione nei residui passivi:		
al 1° luglio 1956 . L. 66.016.121.348		
al 30 giugno 1957 . . » 66.016.055.690		
	»	65.658
	L.	16.056.457.211

Passività

Spese dell'anno finanziario 1956-57 .	L.	13.215.300.944
Avanzo finanziario dell'esercizio 1956-57	»	2.841.156.267
	L.	16.056.475.211

Fondo di cassa

Art. 29.

E' accertato nella somma di L. 52.397.567.774 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1956-57, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1957 per:		
Somme rimaste da riscuotere . .	L.	14.787.718.942
Somme riscosse e non versate . .	»	—
Fondo di cassa	»	52.397.567.774
	L.	67.185.286.716

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1957 .	L.	64.344.130.449
Avanzo finanziario al 30 giugno 1957 .	»	2.841.156.267
	L.	67.185.286.716

Azienda autonoma delle terme di Sciacca

Entrate e spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57

Art. 30.

Le entrate della Azienda autonoma delle terme di Sciacca, accertate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . .	L.	76.509.382
delle quali furono riscosse	»	56.046.233
e rimasero da riscuotere	L.	20.463.149

Art. 31.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca, impegnate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	76.509.382
delle quali furono pagate	»	45.114.456
e rimasero da pagare	L.	31.394.926

Art. 32.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57, rimane così stabilito:

Entrata	L.	76.509.382
Spesa	»	76.509.382
Differenza	L.	—

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1955-56

Art. 33.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in	L.	18.896.080
delle quali furono riscosse	»	12.756.656
e rimasero da riscuotere	L.	6.139.424

Art. 34.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56, restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione, in	L.	300.287.088
delle quali furono pagate	»	20.267.426
e rimasero da pagare	L.	280.019.662

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57

Art. 35.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 sono stabiliti, come risulta dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno 1956-57 (art. 30)	L.	20.463.149
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 33)	»	6.139.424
Residui attivi al 30 giugno 1957	L.	26.602.573

Art. 36.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 31) . .	L.	31.394.926
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 34) . .	»	280.019.662
Residui passivi al 30 giugno 1957	L.	311.414.588

Art. 37.

La situazione finanziaria dell'Azienda autonoma delle terme di Sciacca alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1956-57 . L. 76.509.382

Passività

Spese dell'anno finanziario 1956-57 . . L. 76.509.382

Art. 38.

E' accertato nella somma di L. 284.812.015 il fondo di cassa alla fine dell'anno finanziario 1956-57, come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1957 per:

Somme da riscuotere	L.	26.602.573
Fondo di cassa	»	284.812.015
	L.	311.414.588

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1957 . .	L.	311.414.588
	L.	311.414.588

Disposizioni finali

Art. 39.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1957 relativamente ai seguenti capitoli:

Competenza:

Art. 1 - « Stipendi, salari e paghe al personale dell'Azienda »	L.	1.345.664
Art. 2 - « Compensi per lavoro straordinario al personale dell'Azienda » .	»	767.853
Art. 5 - « Spese ed indennità per viaggi di servizio, ispezioni e missioni nell'interesse dell'Azienda » . .	»	478.641
Art. 6 - « Spese postali, telegrafiche, telefoniche ed altre spese di ufficio » . .	»	322.122
Art. 9 - « Mobili, macchine, arredi ed attrezzature varie » .	»	5.800.000
Art. 11 - « Materiali di consumo, energia elettrica per illuminazione e forza motrice, canoni d'acqua, spese di trasporti »	»	998.744
Art. 12 - « Manutenzione ordinaria immobili, impianti, arredi ed attrezzature varie »	»	1.800.000
Art. 27 - « Imposta generale sull'entrata »	»	51.149
Art. 28 - « Anticipazioni per conto di terzi »	»	7.668.242

Azienda autonoma delle terme di Acireale

Entrate e Spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57

Art. 40.

Le entrate dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, accertate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . .	L.	180.203.359
delle quali furono riscosse	»	175.550.766
e rimasero da riscuotere	L.	4.652.593

Art. 41.

Le spese dell'Azienda autonoma delle terme di Acireale, impegnate nell'anno finanziario 1956-57, per la competenza propria dell'esercizio stesso, sono stabilite, come risulta dal conto consuntivo del bilancio allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . . .	L.	186.068.917
delle quali furono pagate	»	172.930.775
e rimasero da pagare	L.	13.138.142

Art. 42.

Il riassunto generale dei risultati delle entrate e delle spese di competenza dell'anno finanziario 1956-57, rimane così stabilito:

Entrata	L.	180.203.359
Spesa	»	186.068.917
Differenza	L.	5.865.558

Entrate e spese residue dell'anno finanziario 1955-56

Art. 43.

Le entrate rimaste da riscuotere alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in .	L.	6.998.918
delle quali furono riscosse	»	6.098.893
e rimasero da riscuotere	L.	900.025

Art. 44.

Le spese rimaste da pagare alla chiusura dell'anno finanziario 1955-56 restano determinate, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, in . .	L.	285.093.530
delle quali furono pagate	»	155.148.869
e rimasero da pagare	L.	102.944.661

Residui attivi e passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57

Art. 45.

I residui attivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 sono stabiliti, come risulta dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da riscuotere sulle entrate accertate per la competenza propria dell'anno finanziario 1956-57 (art. 40) . .	L.	4.652.593
Somme rimaste da riscuotere sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 43) .	»	900.025
Residui attivi al 30 giugno 1957	L.	5.552.618

Art. 46.

I residui passivi alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, sono stabiliti, come dal conto consuntivo del bilancio, allegato al conto consuntivo del bilancio della Regione siciliana, nelle seguenti somme:

Somme rimaste da pagare sulle spese impegnate per la competenza propria dello anno finanziario 1956-57 (art. 41) . . .	L.	13.138.042
Somme rimaste da pagare sui residui dell'anno finanziario 1955-56 (art. 44) . .	»	102.944.661
Residui passivi al 30 giugno 1957	L.	116.082.803

Art. 47.

La situazione finanziaria dell'Azienda delle terme di Acireale alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57, è la seguente:

Attività

Entrate dell'anno finanziario 1956-57 . L. 180.203.359

Diminuzione residui passivi provenienti dagli anni finanziari 1955-56 e precedenti cioè:

1° luglio 1956 . .	L.	263.959.088		
al 30 giugno 1957 .	»	258.093.530		
			»	5.865.558
			L.	186.068.917

Passività

Spese dell'anno finanziario 1956-57 .	L.	186.068.917
	L.	186.068.917

Art. 48.

E' accertato nella somma di L. 110.530.185 il fondo di cassa alla chiusura dell'anno finanziario 1956-57 come risulta dai seguenti dati:

Attività

Residui attivi al 30 giugno 1957 per:

Somme da riscuotere	L.	5.552.618
Fondo di cassa	»	110.530.185
	L.	116.082.803

Passività

Residui passivi al 30 giugno 1957 . .	L.	116.082.803
	L.	116.082.803

Disposizioni finali

Art. 49.

Sono ratificate le eccedenze risultanti al 30 giugno 1957 relativamente ai seguenti articoli:

Competenza:

Art. 1 « Stipendi, salari e paghe al personale dell'Azienda »	L.	17.755.304
Art. 2 « Compensi per lavoro straordinario al personale dell'Azienda » . .	»	2.351.041
Art. 5 « Spese ed indennità per viaggi di servizio, ispezioni e missioni nell'interesse dell'Azienda »	L.	1.198.045
Art. 9 « Mobili, macchine, arredi ed attrezzature varie »	»	15.272.619
Art. 10 « Biancheria ed indumenti di lavoro »	»	599.380
Art. 11 - « Materiali di consumo, energia elettrica per illuminazione e forza motrice, canoni d'acqua, spese di trasporto	»	68.198.831
Art. 12 « Manutenzione ordinaria immobili, impianti ed attrezzature varie »	»	10.007.080
Art. 13 « Spese di stampa e di propaganda »	»	4.571.256
Art. 14 « Spese per studi, per consulenze scientifiche, per ricerche chimiche fisiche ed idrologiche. Spese per consulenze e pratiche legali »	»	257.400
Art. 18. « Utile netto di esercizio da versare alla Regione » . . .	»	5.572.281
Art. 24 - « Fondo di riserva »	»	283.277

Art. 50.

La presente legge sarà pubblicata nella « Gazzetta Ufficiale » della Regione siciliana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Palermo, addì 19 gennaio 1967

CONIGLIO

(4075)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.